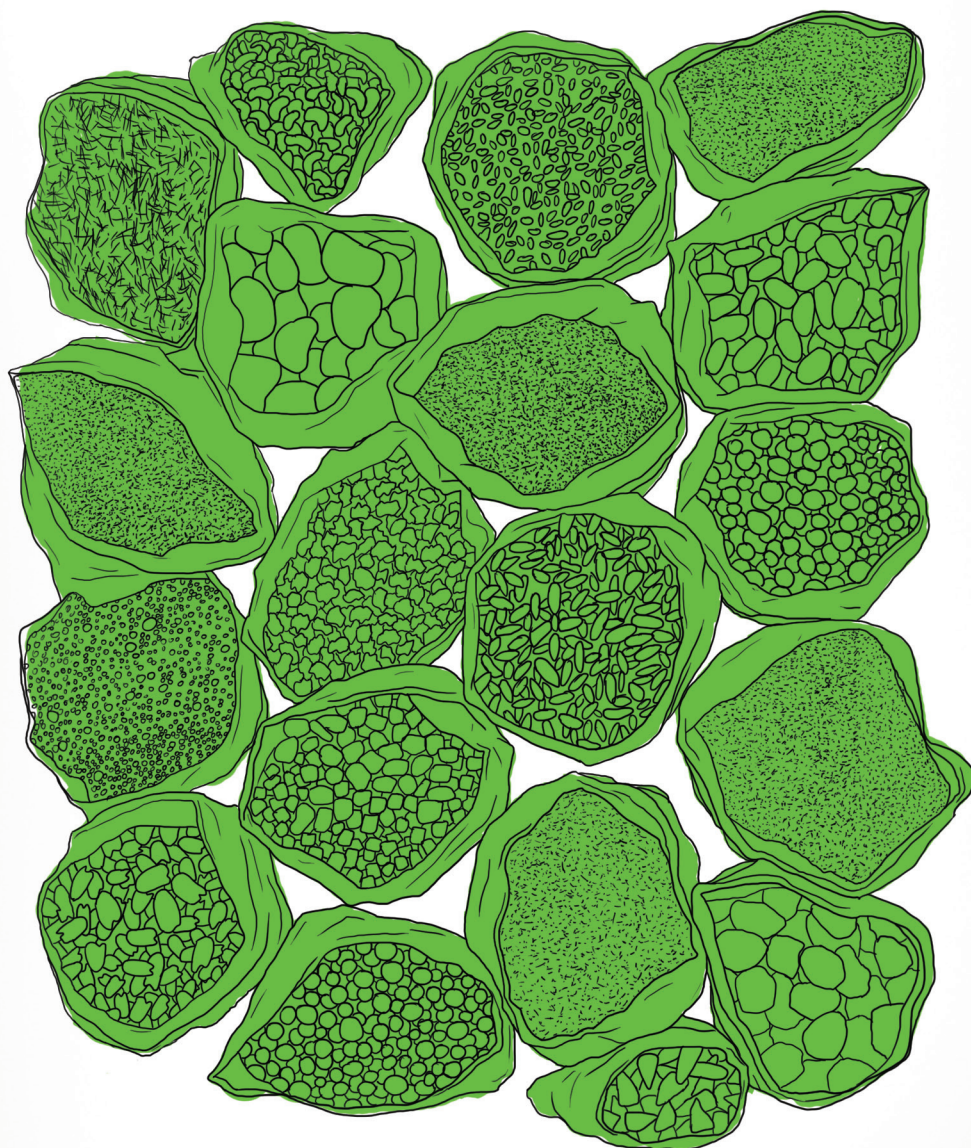


Propositions sur l'agriculture, le commerce, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie

La Via Campesina - Asie

Henry Saragih et Mary Lou Malig



Sommaire

Introduction	3
I. Une histoire de l'ajustement structurel	5
II. Construire un autre monde, une autre Asie	9
III. Il est temps pour l'UE de s'arrêter, regarder et écouter	17
Recommandations	18
Références	19

Henry Saragih est coordinateur général de La Via Campesina et président de l'Union paysanne indonésienne (SPI) et Mary Lou Malig est employée par La Via Campesina – Asie.

La Via Campesina est un mouvement international de paysans, petits et moyens producteurs, sans terre, femmes et jeunes du monde rural, peuples indigènes, travailleurs agricoles. C'est un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, sans affiliation politique, économique ou autre. Fondé en 1993, la Via Campesina rassemble maintenant près de 150 organisations de 70 pays en Asie, Afrique, Europe et aux Amériques.

MENTIONS LEGALES

Ce document peut-être reproduit sans permission pour un usage à but éducatif et non-commercial, à condition de mentionner la source.

Auteurs: Henry SARAGIH et Mary Lou MALIG

Traduction: Florent SCHAEFFER

Adaptation et relecture: Fanny SIMON, Gildas JOSSEC et Lala-Hakuma DADCI

Édition/Publication: AITEC, septembre 2012

Plus d'information sur: <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique230>

Illustration en page de couverture: Simon HIGELIN www.smohdesign.com

Maquette: Simon HIGELIN

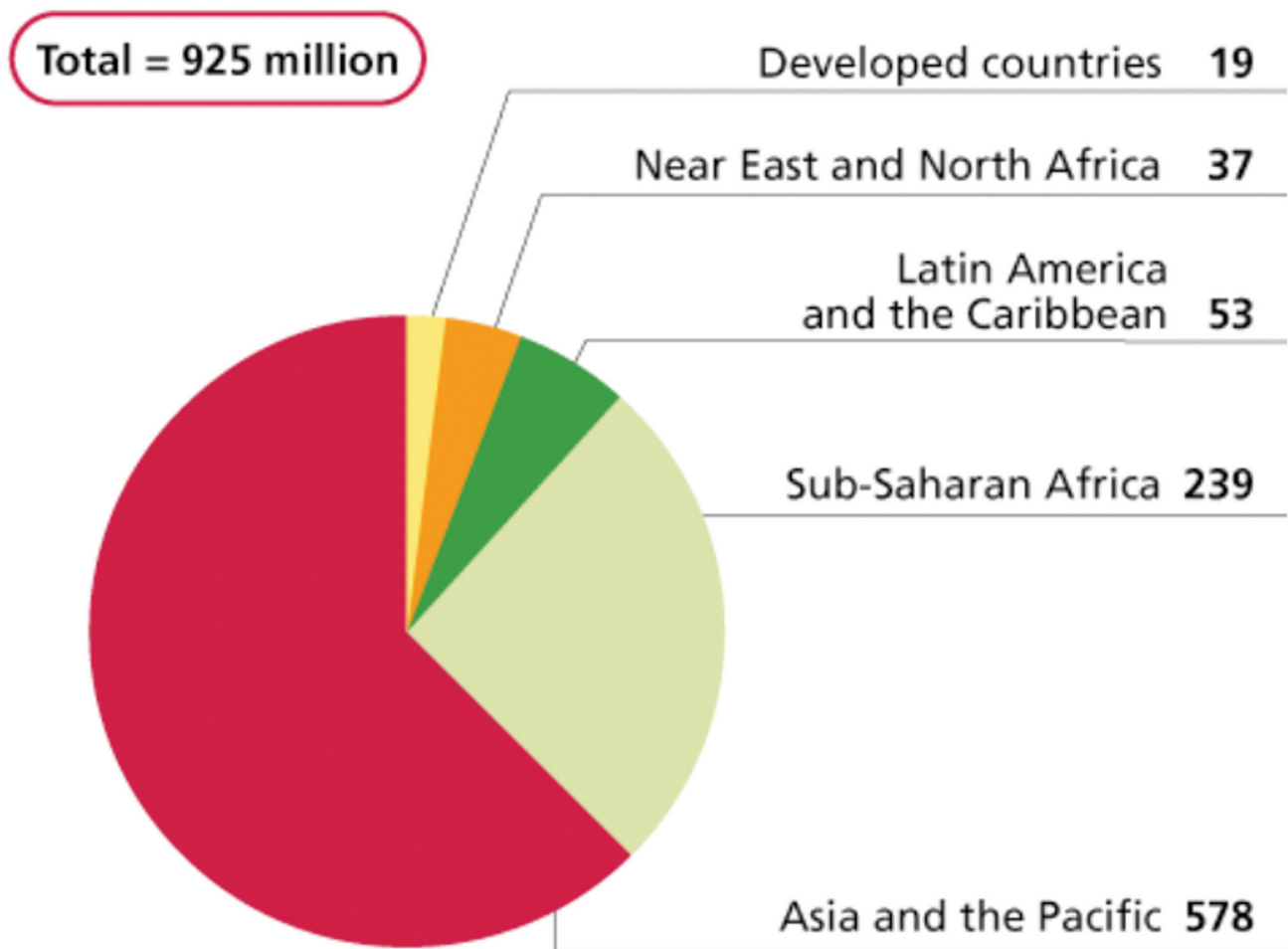
Impression: Atelier RIV et Expressions II

© AITEC 2012

Introduction

Alors que la population mondiale atteint 7 milliards d'habitants, la faim, la manque ou la rareté de la nourriture atteignent également un niveau record. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 925 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. La majorité, soit 578 millions de personnes, se trouve en Asie et dans le Pacifique (voir tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Sous-alimentation en 2010, par région (millions)

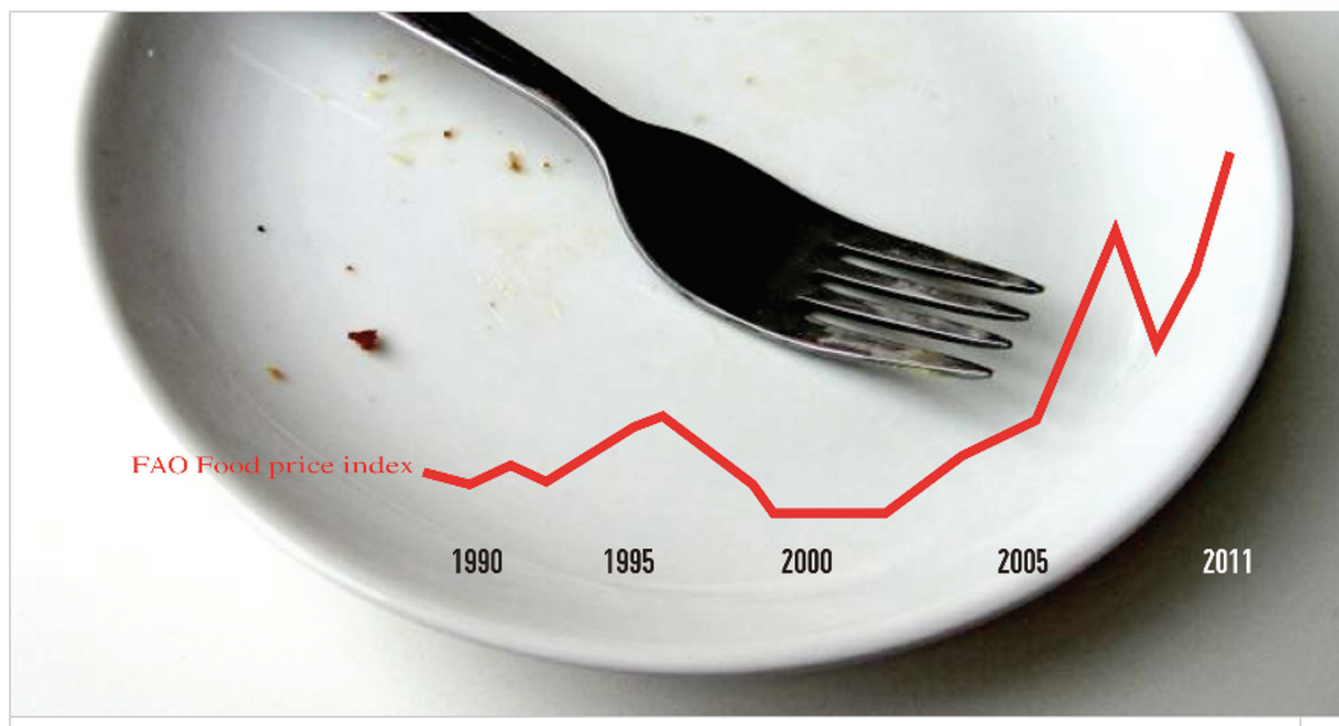


Source : FAO, 2010:10

Cette augmentation de la faim peut être corrélée à l'augmentation exponentielle des prix des denrées alimentaires, rendant encore plus difficile l'achat de nourriture pour les personnes et leur famille, notamment les plus pauvres. Les données publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la FAO montrent que les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de 84% de 2002 à 2008. Le blé a spectaculairement augmenté de 314%, le soja de 87%¹, le riz de 74 % et le maïs de 31%².

1. Rapport de SOMO, Financing Food: Financialization and Financial Actors in Agricultural Commodity Market. 2010
2. FAO, 2008

Tableau 2 : Tendence de l'indice des prix des denrées alimentaires de la FAO



Source : FAO
Image : KAU, SPI et WALHI briefing paper series on the G-20

Alors que les analystes soulignent que la faim est à imputer à un certain nombre d'autres facteurs, tels que les conflits, le changement climatique et la pauvreté, les crises alimentaires de 2008 et celle qui sévit actuellement démontrent qu'il y a une forte corrélation entre la spéculation excessive sur les denrées alimentaires et la forte augmentation de la faim dans le monde. Une lettre aux ministres des Finances du G20³, signée par 450 économistes du monde entier, déclarait que « bien qu'il existe de nombreuses pressions sur les prix alimentaires, les changements fondamentaux de l'offre et la demande ne peuvent pas expliquer entièrement les violentes fluctuations de prix qui ont eu lieu ces dernières années ». Ils y citent notamment un rapport préparé pour le G20 dans lequel le Fonds monétaire international (FMI) déclarait que « trop de spéculation peut provoquer des changements de prix fréquents et imprévisibles »⁴.

Dans son analyse sur les causes de l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires, Walden Bello fait référence à ce qu'il appelle la convergence d'un certain nombre de facteurs pour créer la « tempête parfaite ». Parmi ces éléments, sont mentionnés les programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le FMI aux pays en développement qui ont fortement réduit le soutien des gouvernements à l'agriculture et ont induit une forte diminution de la production agricole. D'autre part, est pointé du doigt le détournement de grandes quantités de terres fertiles, surtout aux États-Unis, pour la production

de matières premières destinées aux agrocarburants au détriment de denrées alimentaires, phénomène encouragé par d'importantes subventions. Enfin, parmi ces facteurs, se trouvent également la spéculation sur les denrées alimentaires sur les marchés financiers ainsi que la résistance croissante des insectes aux pesticides et l'impossibilité pour les sols de répondre à un usage plus intense des fertilisants⁵.

3. Le G-20 est composé de : Argentine, Australie, Brésil, Canada, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Russie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, République de Corée, Turquie, Royaume Uni, États Unis d'Amérique, et l'Union européenne

4. 450 économistes disent au G-20: régulez la spéculation sur les prix des denrées alimentaires, 11 octobre 2011. <http://www.wdm.org.uk/stop-bankers-betting-food/hundreds-economists-tell-g20-regulate-speculation-food-prices>

5. Bello, Walden. "Seven billion... and rising" 3 novembre 2011. <http://opinion.inquirer.net/16433/seven-billion...and-rising>

En Asie, les impacts d'une longue histoire de politiques néolibérales - les programmes d'ajustement structurel, la libéralisation du commerce et les accords de libre-échange - ont causé des ravages à l'agriculture asiatique et détruit la capacité productive des communautés locales de la région. Actuellement, avec le nombre croissant de personnes souffrant de la faim, le besoin de penser des alternatives au système néolibéral de libre-échange et à ses politiques agricoles axées sur le marché, se fait encore plus urgent. Cet article se propose ainsi de revenir sur : (I) la responsabilité des programmes d'ajustement

structurel, des politiques de libre-échange et de la libéralisation du commerce dans la destruction de l'agriculture en Asie, (II) des propositions pour une Asie alternative, en imaginant une région basée sur un commerce orienté vers le bien-être des populations et un système agricole fondé sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, et, (III) des recommandations envers la politique commerciale de l'Union européenne, notamment vis-à-vis de ses relations avec les pays asiatiques, pour sortir du paradigme néolibéral et donner une place aux alternatives des peuples.

I. Une histoire de l'ajustement structurel

Au début des années 1980, la Banque mondiale et le FMI ont imposé, comme condition aux pays en développement pour obtenir de nouveaux prêts, un ensemble de politiques appelées Programmes d'ajustement structurel (PAS). Les PAS, mis en œuvre par près de 90 pays en développement, reposaient sur un ensemble de conditionnalités visant à renforcer l'économie de marché dans les pays en développement. Ils ont été conçus selon un modèle unique appliqué à tous dont les éléments de base s'appuient sur la déréglementation de l'économie, la libéralisation du commerce et de l'investissement, la privatisation des entreprises publiques, les coupes dans les dépenses gouvernementales, les taux d'intérêt élevés, et la dévaluation de la monnaie⁶.

Des décennies plus tard, il y a toujours débat parmi les analystes sur le rôle dévastateur que le FMI et ses politiques d'ajustement structurel ont joué pour les économies des pays en développement, et en particulier pour les pays asiatiques avant et pendant la crise financière asiatique. Les analystes ont notamment accusé la libéralisation des mouvements de capitaux, issue d'une directive du FMI, favorisant l'afflux de capitaux spéculatifs dans les secteurs financiers et immobiliers dans toute l'Asie, qui, lors de leur retrait en 1997 et 1998, ont déclenché l'effondrement des économies dans lesquelles ils étaient si facilement entrés. Les monnaies asiatiques se sont effondrées, le baht thaïlandais perdant 52% tandis que la roupie indonésienne perdait 84% de sa valeur par rapport au dollar américain⁷. Le FMI a aggravé la crise en demandant aux pays de continuer à réduire leurs dépenses publiques, poussant les économies dans la récession. De nombreux analystes soulignent le rôle désastreux du FMI dans la crise financière asiatique comme la cause principale de la perte de légitimité du FMI dans la région.

Malgré cette perte de crédibilité, les dégâts étaient déjà faits. La doctrine néolibérale visant à orienter les économies vers l'exportation et à appliquer les principes du libre-marché - libéralisation des échanges, déréglementation et privatisation - s'était imposée. Pour ceux qui rejoignaient l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ces principes étaient même devenus une obligation légale. Le néo-libéralisme a été consacré avec la création de l'OMC en 1995, et la plupart des pays asiatiques ont baissé leurs droits de douane avec enthousiasme afin de rejoindre la très estimée organisation commerciale.

Le commerce mondial selon les États-Unis et l'Union européenne

Lorsque l'OMC a été lancée en 1995, les partisans de la mondialisation chantaient fort ses louanges, exaltant sa nature multilatérale et la façon dont elle donnerait une voix égale à tous ses membres, soit plus de 140 pays. De nombreuses promesses de développement et d'aide pour accéder au commerce et au marché ont été faites aux pays en développement. Un accord de libre-échange multilatéral allait inaugurer une ère de croissance pour tous, mais surtout pour ceux qui en avaient le plus besoin : les pays les moins développés et en développement.

6. Bello, Walden, "Should developing countries push to decommission the IMF?" December 6, 1999. <http://www.ifg.org/analysis/imf/waldenimf.htm>

7. Muchhala, Bhumika (ed) (2007) Ten Years After: Revisiting the Asian Financial Crisis, cité dans Smith, David "The Age of Instability: The Global Financial Crisis and What Comes Next", 2010. p. 30

Mais, quatre ans plus tard, dans les rues de Seattle, la vraie nature de l'OMC s'est clairement révélée non seulement pour les mouvements sociaux, organisations et syndicats qui protestaient à l'extérieur du site ministériel, mais également pour les délégués des pays en développement qui constataient que les pays développés ne se souciaient que de leurs propres intérêts. Les revendications de longue date des pays en développement pour une évaluation des impacts de l'Uruguay round étaient ignorées et, à leur place, été mises en avant les propositions des pays développés pour une extension des négociations à d'autres domaines. Il n'est donc pas surprenant que la ministérielle de Seattle de 1999 se soit terminée par une déroute, les ministres des pays en développement quittant les négociations et les manifestants ayant réussi à bloquer les rues pour réclamer la fin des accords commerciaux injustes.

L'OMC a rassemblé ses forces et a tenu la Conférence ministérielle suivante en novembre 2001 au Qatar, où les manifestations étaient considérablement limitées. Compte tenu de l'atmosphère politique après le 11 septembre 2001, de nombreux États ont ressenti le besoin de se montrer solidaire avec les États-Unis. Dans ce contexte, cette Conférence ministérielle a abouti au cycle de développement de Doha (CDD) qui a lancé un nouveau cycle de négociations commerciales. En plus de la libéralisation de l'agriculture, du coton, et des produits industriels, quatre nouveaux domaines très controversés, appelés les « questions de Singapour » (investissement, politique de la concurrence, marchés publics et facilitation des échanges) ont été mises à l'ordre du jour⁸. Toutes ces questions devaient être abordées lors de la Conférence ministérielle suivante à Cancun, au Mexique, en 2003.

La question de l'agriculture était également un enjeu de la ministérielle de Cancun. Un mois avant la Conférence ministérielle, les États-Unis et l'Union européenne s'étaient réunis pour proposer une formule de réduction des droits de douane qui aurait mené à des réductions tarifaires beaucoup plus importantes pour les pays en développement que pour eux-mêmes, tout en conservant leurs subventions internes avec un semblant de réductions. L'Union européenne s'assurait ainsi la protection de ses secteurs sensibles⁹. Cette entente entre les États-Unis et l'Union européenne ignorait non seulement les revendications de longue date des pays d'Afrique de l'Ouest, notamment du Mali, du Burkina Faso, du Tchad et du Bénin, demandant que les États-Unis éliminent leurs subventions au coton. Mais elle ignorait également les demandes des autres pays en développement pour un accord équitable sur l'agriculture.

Rien n'avait changé depuis Seattle : les États-Unis et l'Union européenne continuaient à se soucier seulement de leurs propres intérêts et ne tenaient pas leurs promesses de développement faites aux pays en développement. Au lieu de cela, ils exigeaient de la part de ces pays une baisse des droits de douane, sans rien offrir en échange.

Sans surprise, la Conférence ministérielle de Cancun a été un échec et l'OMC, bien qu'elle ait obtenu un accord à la ministérielle suivante de Hong Kong, n'a plus jamais été la même. L'accord présenté a clairement montré l'injustice des négociations de l'OMC, et que les accords seraient toujours défavorables aux pays en développement en dépit des promesses de développement.

Les Conférences suivantes de l'OMC reflètent cette prise de conscience alors que les négociations entraient dans une impasse à la mi-2006 et étaient suspendues pour le reste de l'année. Les négociations sont restées au point mort jusqu'à aujourd'hui, et malgré les appels des dirigeants du G20 pour une conclusion du Cycle de Doha, les positions n'ont pas changé. Les pays développés continuent à demander la lune aux pays en développement tout en n'offrant en retour que des promesses creuses.

Pendant ce temps, les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux se sont multipliés, et sont allés encore plus loin dans la négociation, accords que l'on qualifie d'OMC-plus. Bien que les accords commerciaux de l'Union européenne avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) aient une appellation édulcorée - Accords de partenariat économique (APE) -, en y regardant de plus près ils sont tout aussi néfastes que les Accords de libre-échange (ALE) des États-Unis.

Les dégâts ont été faits

La longue histoire des politiques d'ajustement structurel, d'accords de libre-échange et d'orientation des économies vers l'exportation a coûté cher aux pays en développement, et tout particulièrement en Asie.

L'Asie, connue à l'origine pour l'importance du secteur agricole dans ses économies, a vu plusieurs de ses pays passer du rang d'exportateurs nets à celui d'importateurs nets de produits alimentaires de base comme le riz. Avec le modèle néolibéral, les pays en développement ont été inondés de denrées à prix artificiellement bas en provenance des pays subventionnés du Nord.

8. Malig, Mary Lou et Kwa, Aileen. "World Trade Organization protests, Cancun, 2003" dans *International Encyclopedia of Revolution and Protest*, ed. Immanuel Ness, Blackwell Publishing, 2009, pp. 3644-3648

9. *ibid*

Cela a conduit à détruire la capacité de production des familles paysannes et des fermiers, et les a privé de leur capacité à se nourrir eux-mêmes et à nourrir leurs communautés et leurs pays, les rendant dépendants des importations. Maintenant que les prix, abandonnés aux caprices des marchés et des spéculateurs financiers, ont atteint des sommets, les pays dépendants des importations se retrouvent sans nourriture. Dans d'autres régions du monde, cela a provoqué des émeutes de la faim et a exacerbé la faim et la pauvreté.

Pire encore, la plupart des personnes souffrant de la faim dans le monde se trouvent maintenant en Asie. Des centaines d'agriculteurs se suicident

car ils n'arrivent plus à nourrir leurs familles, et ce nombre devrait augmenter avec la montée en flèche des prix des denrées alimentaires de base. Entre 1996 et 2007, le nombre bouleversant de paysans poussés au suicide en Inde était de 200 000¹⁰ Le plus célèbre de ces suicides est probablement celui de M. Lee Kyung Hae qui a mis fin à sa vie aux portes de la Conférence ministérielle de Cancun, en tenant une pancarte qui disait: « L'OMC tue les paysans ». Mais bien d'autres histoires tout aussi dramatiques continuent d'exister en Inde, en Indonésie et en Corée. Voir l'encadré 1 ci-dessous.

Encadré 1 : Le suicide des agriculteurs. Indonésie, Janvier 2011

Maksum (35) et Rohani (33), mari et femme, travaillant comme ouvriers dans une plantation de sucre à Cirebon ont choisi de se pendre car ils ne pouvaient plus supporter la pression économique qui frappait leur famille. Ces parents de trois enfants gagnaient seulement 25 000 roupies indonésiennes par jour (moins de 3 dollars US par jour) et étaient incapables de répondre aux besoins quotidiens de leur famille.

Source: Ya'kub, A. 2011

10. Santosa, A., Harmono, Y., Ya'kub A. "Food price crisis, speculation and the G-20." A briefing paper. 2011

Avec l'aggravation de la crise climatique qui ravage les terres agricoles, la situation est devenue presque intenable. L'année 2011 a vu la dévastation des bassins de riz de l'Asie du Sud. « Près de 1,5 millions d'hectares de rizières ont été inondés au Cambodge, au Laos, au Vietnam et en Thaïlande, dont un million d'hectares en Thaïlande seule, le premier exportateur mondial de riz. On estime à 1,3 millions de tonnes la quantité de riz perdue en Thaïlande, tandis qu'aux Philippines, plus de 103 000 tonnes de riz en plants ont été anéanties par les récents typhons »¹¹. Cela a poussé les agriculteurs dans une situation encore plus critique que celle où ils étaient déjà, dévastant leurs cultures, les rendant incapables de payer les dettes contractées pour semer la récolte, et incapables de nourrir leur famille, la perte des récoltes conduisant à une nouvelle hausse du prix de ces produits.

A cela s'ajoute le détournement des cultures vivrières vers la production d'agrocarburants - nourrissant les voitures à la place des gens-, et vers l'alimentation animale pour la production industrielle de viande afin de répondre à la demande sans cesse croissante des plus riches. Ou encore le refus des dirigeants du G20 de mettre un terme à la spéculation sur les denrées alimentaires qui pousse leurs prix vers des sommets, le refus des gouvernements d'apporter un soutien à leurs agriculteurs (du fait de leur adhésion aux accords de libre-échange, aux politiques néolibérales et aux intérêts des entreprises)... Face à cela, il n'est pas étonnant de voir les agriculteurs pauvres poussés au suicide.

En outre, avec la crise financière qui frappe durement les centres du capitalisme, les États-Unis et l'Union européenne, le monde est au bord d'une récession mondiale. Le monde globalisé des économies axées sur l'exportation et le marché va entraîner une répercussion des problèmes des États-Unis et de l'Union européenne sur l'Asie et le reste du monde. Comme le dit le célèbre adage, « Quand les États-Unis éternuent, le monde s'enrhume ». Mais l'Asie, avec sa longue histoire de politiques malavisées du FMI, de l'OMC, des ALE et des États-Unis et de l'Union européenne, ne peut plus se permettre d'attraper un rhume.

Les crises multiples des denrées alimentaires, de la finance, de l'énergie et du climat ont mis en évidence l'échec du système néolibéral, et le statu quo du *business as usual* ne peut plus être accepté. Mais les institutions néolibérales travaillent dur pour se légitimer de nouveau et ne pas perdre leur emprise sur la région. Cela apparaît clairement avec les négociations des ALE et APE, et la relance des institutions délégitimées, Banque mondiale, FMI et OMC, via le nouvel organe politique du G20, qui inclut certains pays asiatiques clés.

11. Bello, Walden. "Seven billion... and rising" 3 novembre 2011. <http://opinion.inquirer.net/16433/seven-billion...and-rising>

II. Construire un autre monde, une autre Asie

Depuis de nombreuses années maintenant, le slogan du Forum social mondial « Un autre monde est possible » a captivé et continue de captiver l'imagination des gens partout dans le monde. L'imagination d'un autre monde évoque l'espoir qu'un jour le monde sera équitable, juste et libre.

Mais le monde a atteint ses limites environnementales et comme en témoignent les records de faim, de famine et de pauvreté, il ne peut plus attendre un jour lointain. L'heure a sonné pour changer le système et changer le monde.

En Asie, où se trouve la majorité des personnes souffrant de la faim, l'urgence est encore plus palpable. Les gens meurent et les propositions pour renforcer le libre-échange et pour continuer le business as usual ne sont plus acceptables.

Ici, en Asie, plusieurs mouvements sociaux, y compris la Via Campesina-Asie, se sont demandés quelle serait une Asie alternative et les différents principes sur lesquels elle s'appuierait. Les discussions sont encore à leurs balbutiements, mais l'objectif commun est de récupérer la souveraineté du peuple et de construire une vision commune englobant les espoirs, rêves et objectifs que nous partageons pour nos communautés, nos pays et notre région.

Vision Alternative pour une autre Asie

Certaines des propositions discutées reposent sur les principes énumérés ci-dessous. Bien qu'ils ne soient pas encore finalisés, nous pouvons dorénavant déjà appréhender les contours de ces principaux concepts et éléments. Ils seront plus étoffés dans les années à venir à mesure que les débats avanceront et que les propositions et les idées s'affineront.

Un des premiers principes actuellement discuté en Asie est celui d'une **démocratie économique**. Ce concept s'appuie sur un type d'économie dont les décisions ne dépendent pas des entreprises mais du peuple et qui prend ses distances avec le modèle de dépendance aux exportations, pour s'orienter à la place vers un système démondialisé et localisé, centré sur la souveraineté alimentaire, le plein emploi et la qualité de l'emploi. Dans ce contexte, l'État sera un moteur actif de l'économie au service des intérêts de la population et les décisions seront prises conjointement avec le peuple. Sera instaurée une régulation forte des capitaux et des banques à la fois par l'État et la

Il est clair également, au regard de l'expérience des politiques néolibérales qui ont imposé à tous – sous la forme de plans d'ajustement structurel - un modèle unique, que les alternatives sont aussi variées que les communautés auxquelles elles s'appliquent. Il n'existe pas d'alternative unique pour toute la région. Au lieu de cela, les alternatives doivent être respectueuses des différentes cultures, de l'environnement et des réalités locales, nationales et sociales. Les communautés et les pays devraient avoir la liberté et la souveraineté de choisir leur voie propre et unique de développement dans le respect des peuples et de la nature.

Compte tenu de la longue expérience et des dommages causés par les politiques néolibérales, les mouvements savent très bien ce qu'ils ne veulent pas. Mais parallèlement, de nombreuses alternatives au système actuel se sont développées ici et ailleurs. Les discussions sont riches et intéressantes et il s'agit désormais de travailler tous ensemble, lors des divers forums et à différents niveaux, du local au national et au régional, sur cette vision commune. Voir ci-dessous « Vision Alternative pour une autre Asie ».

société, et le pouvoir des entreprises sera démantelé. Dans cette Asie, il y aura une démocratisation du contrôle des institutions financières et la population participera activement et de manière égalitaire au processus décisionnel dans l'élaboration des politiques économiques et financières, les accords et les programmes. Il y aura également diverses formes de propriété sociale, encourageant les coopératives et les espaces communautaires. Le principe de la souveraineté alimentaire est au cœur de cette démocratie économique. Il sera discuté plus en détails dans ce chapitre, ainsi que celui-ci de l'agroécologie.

Deuxièmement, le commerce désormais basé sur la **solidarité** et la **complémentarité** sera utilisé pour faire croître l'économie, parvenir à un véritable développement soutenable et réduire la pauvreté. Le commerce n'obéira pas aux caprices du marché et ne se fera pas au détriment des personnes et de leurs conditions de vie. Dans cette Asie, il n'y aura pas de place pour le libre-échange

promu par le système néolibéral qui a ravagé la région pendant plusieurs décennies et a abandonné des millions de personnes dans la pauvreté et la faim.

Le commerce sera orienté vers le bien-être du peuple, aussi bien localement qu'à l'échelle régionale et mondiale. Le commerce, à tous les niveaux - local, national, régional et mondial -, sera un outil pour parvenir au développement soutenable et réduire la pauvreté. Il sera basé sur la coopération, la solidarité, la complémentarité et la responsabilité. Les ressources naturelles seront utilisées de façon durable, en respectant les droits de la nature, l'avenir de la planète et de l'humanité.

Troisièmement, les marchés financiers et leur système de **capitalisme casino** n'auront aucune place dans cette Asie alternative. Des règles plus strictes sur l'activité financière devront être mises en place, et ces réglementations seront élaborées à la fois par l'État et le peuple. Les paradis fiscaux seront démantelés et une taxe sur les transactions financières sera instaurée. Le drame provoqué par la spéculation en Asie à la fin des années 90 et dans le secteur alimentaire depuis 2008 ne pourra se reproduire, dans aucune région ni aucun secteur. La spéculation sur les denrées alimentaires ainsi que l'irresponsabilité du secteur financier et des banques ne seront plus admises. Les prix des produits, en particulier des produits de base, seront déterminés en dehors du marché et certainement pas par des spéculateurs financiers. Le système financier alternatif sera fortement régulé et les institutions financières et les banques seront contrôlées démocratiquement. Les banques et les institutions financières ne seront pas autorisées à accumuler autant de richesses, contrairement au *too big to fail* comme c'est le cas actuellement.

Quatrièmement, les droits et accès aux **services publics** pour tous seront protégés, qu'il s'agisse de l'eau, des soins de santé, du transport, du logement ou de l'énergie.

Cinquièmement, les **droits des peuples** seront respectés, défendus, promus et protégés. Les droits fondamentaux du travail seront accordés aux travailleurs nationaux et migrants. Les droits de tous les individus seront respectés indépendamment de leur origine, leur classe et leur sexe. La culture, l'identité, les traditions et le patrimoine des peuples autochtones seront respectés.

Sixièmement, les **droits de la nature** seront respectés et intégrés dans le modèle de développement soutenable et la conception de politiques économiques et financières alternatives. Nous sommes en pleine crise climatique qui

s'aggrave et dont les conséquences se font déjà sentir pour les peuples de l'Asie. Aux Philippines, des villages entiers ont été balayés. En Thaïlande, les maisons et les moyens de subsistance ont été détruits par les inondations. Dans divers pays d'Asie, les récoltes ont été perdues à cause de la sécheresse, des inondations ou des changements météorologiques extrêmes. Le changement climatique est réel et des mesures doivent être prises dès maintenant pour ne pas sombrer dans le chaos climatique, en promouvant des solutions réelles, comme l'agroécologie, l'utilisation de technologies propres et des modes de vie soutenables. Le développement doit être soutenable et en harmonie avec la nature, pour garantir l'avenir de la planète et des générations futures.

Le principe de la justice climatique devra également être mis en avant, assurant que le pollueur paie et que les fausses solutions qui visent à faire plus de profits avec la pollution et la destruction de la planète soient toutes rejetées et stoppées. Les pays riches industrialisés doivent assumer leur responsabilité et agir en réduisant réellement et profondément les émissions à la source. Les pays riches doivent payer leur dette climatique aux pays en développement. Ces fonds doivent être nouveaux, publics et, devraient représenter au moins 6% de leur produit intérieur brut (PIB), comme indiqué dans l'accord des peuples de Cochabamba.

Les principes d'une nouvelle forme d'économie, de société et de gouvernance qui viennent d'être présentés ne peuvent pas être réalisés et ne sont pas compatibles avec le système néolibéral actuel, ni avec les actuels accords de libre-échange ou de partenariat économique et autres politiques de libre-échange. Ces accords de libre-échange doivent être stoppés et un examen approfondi de chacun d'entre eux doit être fait et soumis à l'examen du peuple. Beaucoup, si ce n'est la totalité de ces accords de libre-échange ont été signés au nom du peuple sans véritable consultation de ceux qui allaient en supporter les conséquences. Dans de nombreux cas, ces accords de libre-échange ont été adoptés en dépit des protestations intenses et visibles des mouvements sociaux, des syndicats et de la société civile. Le commerce doit être au service du peuple, et non l'inverse. Or, cela n'arrivera jamais avec le système du libre-échange puisque ce système néolibéral donne la priorité aux intérêts des entreprises, au détriment du peuple.

Le développement, dans cette Asie alternative, ne signifiera pas le développement pour les entreprises et les élites et ne sera pas mesuré par l'augmentation des profits des entreprises. Le développement sera réel, significatif et soutenable. Il sera centré à la fois sur le peuple et l'environnement. Ce type de développement ne laisse personne derrière et assure la distribution juste et équitable des ressources et des richesses en donnant aux gens le pouvoir de déterminer l'économie de leur pays, en démocratisant le

contrôle sur les institutions financières, en taxant les plus riches et en assurant la fourniture de services publics à tous. Il représente l'inverse du type de développement actuel où seul 1% de la population s'enrichit et contrôle la majorité des ressources de la planète tandis que les 99% restant subissent le chômage, l'absence de logement et la faim. Les manifestations Occupy Wall Street aux États-Unis, qui ont essaimé dans le monde entier, montrent bien le refus du statu quo et de l'inégalité massive.

La souveraineté alimentaire c'est maintenant

La souveraineté alimentaire est au cœur de cette Asie alternative. Depuis 1996, la Via Campesina a défendu le principe de souveraineté alimentaire comme alternative au système agricole et alimentaire dominant du monde capitaliste et néolibéral. Le système du capital transnational et de l'agro-industrie, les accords et politiques de libre-échange, la monoculture industrielle saturée de pesticides et les organismes génétiquement modifiés (OGM) déplacent les paysans et les petites agricultures familiales, détruisent l'environnement et fournissent à nos pays de la nourriture chère, importée et malsaine.

La souveraineté alimentaire axée sur l'agriculture paysanne soutenable permet, au contraire, de nourrir les personnes avec des aliments sains et produits localement. En outre, comme démontré par plusieurs études, ce type d'agriculture a la capacité de lutter contre le réchauffement climatique.



ENCADRÉ 2 : Définition de la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire telle que définie par la Via Campesina, est le **DROIT** des peuples, des pays ou des regroupements d'États à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers.

En tant que telle, la souveraineté alimentaire inclut :

La priorité donnée à la production agricole locale afin de nourrir la population, l'accès des paysans et des sans terres à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit. Cela nécessite des réformes agraires et de lutter contre les OGM, pour le libre accès aux semences, et pour protéger l'eau comme bien commun à utiliser de manière soutenable.

Le droit des agriculteurs et des paysans à produire l'alimentation et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils consomment, et connaître les conditions de production des aliments.

Le droit des pays à se protéger contre les importations de produits agricoles et alimentaires à prix trop bas.

Des prix agricoles liés aux coûts de production : ceci implique que les pays ou les regroupements d'États aient le droit d'imposer des taxes sur les importations à trop bas prix, s'ils s'engagent en faveur d'une production agricole durable et s'ils contrôlent la production sur le marché intérieur de façon à éviter les excédents structurels.

La participation des populations aux choix de la politique agricole.

La reconnaissance des droits des agricultrices, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et alimentaire.

La souveraineté alimentaire inclut le **commerce équitable**. La souveraineté alimentaire n'est pas opposée au commerce, mais à la priorité donnée aux exportations : elle garantit la sécurité alimentaire pour les populations, tout en s'appuyant sur les échanges de produits spécifiques avec d'autres régions, ce qui fait la diversité de notre planète.

« Les politiques agricoles doivent soutenir une agriculture durable basée sur les exploitations paysannes dans le Nord et le Sud. Pour garantir la souveraineté alimentaire, les pays du Nord et du Sud doivent être en mesure de soutenir leur agriculture pour garantir le droit à l'alimentation de leurs populations, préserver leur environnement, développer une agriculture durable et se protéger contre le dumping. Ils devraient également être en mesure de soutenir leur agriculture pour satisfaire d'autres intérêts publics différents selon les pays et leurs traditions culturelles. Mais à l'heure actuelle les États-Unis et l'Union européenne abusent des subventions publiques pour baisser les prix sur leur marché intérieur et se débarrassent de leurs excédents sur les marchés internationaux, en détruisant l'agriculture familiale au Nord et au Sud »¹².

La souveraineté alimentaire repose sur le droit de l'État à déterminer sa propre politique agricole, le droit des agriculteurs et des paysans à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider de ce qu'ils consomment. Elle

inclut également la possibilité de connaître les de production de cette nourriture. Plus important encore, la souveraineté alimentaire place les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment les aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires, à la place des exigences du marché et des entreprises. Elle protège les intérêts des générations futures. Elle s'oppose au régime commercial et alimentaire privé actuel en promouvant des systèmes d'alimentation, d'agriculture, d'élevage et de pêche définis par les producteurs et utilisateurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et marchés locaux et nationaux, et favorise l'agriculture paysanne et familiale, la pêche artisanale, l'élevage pastoral, et la production, la distribution et la consommation alimentaires qui respectent les principes de soutenabilité

¹². Source: La Via Campesina.
http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=47:food-sovereignty&catid=21:food-sovereignty-and-trade&Itemid=38

environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantit un juste revenu à tous ainsi que les droits des consommateurs à contrôler leur alimentation et leur nutrition. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer les terres, les territoires, les eaux, les semences, le

bétail et la biodiversité sont aux mains de ceux qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression ni inégalité entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes ethniques, les classes sociales et économiques et les générations¹³.

ENCADRÉ 3 : La souveraineté alimentaire en action

En Indonésie, le Syndicat paysan indonésien (SPI) met en œuvre des alternatives locales :
Mise en place d'une coopérative de légumes biologiques

Dans la situation actuelle, le Syndicat paysan indonésien (SPI) - qui inclut des paysans, des travailleurs agricoles, des petits agriculteurs, des petits propriétaires terriens, et des agriculteurs indigènes - , appuie, grâce à la structure coopérative, le financement des petits producteurs pour assurer une production continue dans le respect de son objectif socio-économique. Il s'agit pour lui de réformer, renouveler, restructurer le développement économique national et international vers une économie auto-suffisante pour les paysans, la population et le pays, qui soit juste et prospère, à l'intérieur et à l'extérieur, tant matériellement que spirituellement. Une vie économique auto-suffisante et une société juste et prospère ne peuvent être atteintes qu'à condition que soit mis en place un système agraire juste. Cela nécessite qu'une véritable réforme agraire soit mise en œuvre par les paysans, les peuples, les nations et les États.

Pour SPI, en tant qu'organisation paysanne de masse, la coopérative, telle que mentionnée dans la constitution indonésienne, est une des structures économiques qui est capable d'assurer le bien-être du peuple. C'est une des formes d'entreprise la mieux adaptée aux principes économiques démocratiques. La principale caractéristique qui distingue une coopérative des autres formes d'entreprises repose sur la double identité de ses membres. Ceux-ci sont à la fois propriétaires et usagers. Dans une coopérative, il n'y a pas d'employeur ni d'employé, tous travaillent ensemble pour un but commun (Hatta, 1954). Généralement, une coopérative est contrôlée conjointement par tous les membres et chaque membre participe de manière égale aux décisions. La distribution des profits est calculée sur la base des contributions des membres. Par exemple, la distribution des dividendes est basée sur les achats ou les ventes faits par les membres.

Le 17 avril 2010, le Syndicat paysan indonésien (SPI) a créé la coopérative de production Bogor (KSPI Bogor). Cette coopérative s'est fondée sur un projet partagé par tous les membres d'une structure économique pouvant servir à la fois de fournisseur de capital agricole et de garant de la stabilité des prix et des achats pour les produits horticoles de Bogor.

Ce projet s'est constitué à partir d'une série d'évaluations des besoins conduite dans 4 villages et dans 4 branches du SPI, à Cibeureum, Ciaruteun, Cikareo et Tambilang. Ces 4 villages sont devenus plus tard des unités coopératives de la KSPI Bogor.

A partir du processus d'évaluation, les fermiers ont compris qu'ils avaient besoin de capital à des taux d'intérêt bas, d'intrants agricoles accessibles (semences, engrais) et aussi d'une certitude quant au prix de leurs produits. C'est pourquoi les paysans de ces 4 villages ont accepté de mettre en place une coopérative de production plutôt qu'une coopérative d'épargne et de prêt.

La coopérative de légumes biologiques a débuté avec une contribution de 50 000 roupies (environ 5 dollars US) par personne. Une contribution volontaire versée par les membres a lieu tous les mois. En plus de la contribution des membres, la coopérative a reçu également un prêt de 20 000 000 roupies (environ 2000 dollars US) du conseil national du SPI, qui a servi à apporter les fournitures initiales. Le remboursement de ce prêt débutera deux ans après l'établissement de la coopérative, sans intérêt.

La coopérative dispose de 4 terminaux. Elle collabore avec les coopératives de consommateurs des zones résidentielles. Les coopératives de consommateurs fournissent un espace, une petite boutique,

13. Déclaration du forum pour la souveraineté alimentaire, Nyeleni 2007

et la KSPI apporte les légumes. Ce système de vente directe bénéficie à la fois aux paysans et aux consommateurs, puisque les premiers peuvent vendre leurs produits à un bon prix et les seconds peuvent avoir accès facilement à des produits biologiques frais dans une boutique près de chez eux.

Cette collaboration avec les coopératives de consommateurs est aussi un effort pour sensibiliser les consommateurs sur les conditions de production des aliments (dans ce cas les légumes), la qualité des légumes et d'autre part les coûts de production des paysans.

Souvent les consommateurs ne comprennent pas ou ne savent pas à quel point les coûts de production sont importants pour les paysans, surtout lorsque ces derniers louent leur terre. A cause de cela, le consommateur préfère souvent acheter des légumes importés à bas prix de Chine, des États-Unis et d'Australie. Pour les agriculteurs producteurs de légumes la situation du marché est très difficile, avec de nombreux légumes importés à bas prix qui atteignent même les marchés de districts et de villages. Cela force les agriculteurs locaux à vendre leurs produits à bas prix, parfois même plus bas que les coûts de production. S'ils ne le font pas, personne n'achètera leurs produits. La collaboration avec les coopératives de consommateurs aide donc la KSPI à faire face au problème de l'instabilité des prix.

De plus, l'attention particulière apportée par la coopérative aux produits biologiques est une autre stratégie adoptée par le SPI pour encourager la conversion d'un système agricole conventionnel vers un système biologique. Les exploitations biologiques dépenseront moins pour les intrants et pourtant auront des prix plus élevés pour leurs produits. Les agriculteurs auront donc une incitation plus élevée à produire de manière biologique.

Voici les trois leçons de la KSPI Bogor qui pourraient être utiles pour d'autres :

- a. Type de coopérative: une coopérative de production permet à ses membres un accès plus facile aux intrants agricoles.
- b. La coopérative fournit tous les intrants agricoles, elle est donc impliquée dans toutes les activités de la production jusqu'à la distribution.
- c. La coopérative mène parallèlement campagne pour l'agriculture biologique grâce au travail des membres et à une communication active envers les consommateurs. Ce travail permet de promouvoir une production soutenable et une consommation soutenable.

SOURCE: Kartini Samon, Syndicat paysan indonésien (SPI)

La Via Campesina appelle également à la promotion et à la mise en place de politiques publiques en faveur de l'agroécologie. L'agroécologie, ou l'utilisation des principes écologiques pour la production de nourriture, est une forme soutenable d'agriculture et de nombreuses études ont montré qu'elle est plus efficace, non seulement pour nourrir les personnes, mais aussi pour assurer leur bonne nutrition. Il a également été montré que l'agroécologie est efficace pour lutter contre le réchauffement de la planète.

L'agroécologie nécessite un développement technologique basé à la fois sur la connaissance traditionnelle et le savoir autochtone. La science de l'agroécologie favorise la protection de l'environnement naturel, la biodiversité, la viabilité

économique et la soutenabilité sociale. Elle est basée sur le principe d'obtention de produits alimentaires de bonne qualité sans nuire à l'environnement, et l'amélioration de la conservation de la fertilité des sols sur la base d'une utilisation correcte des ressources naturelles et de la plus petite quantité possible de produits chimiques industriels.

« Pour les praticiens de l'agroécologie, y compris les ONG, certaines organisations paysannes et certains agriculteurs, l'agroécologie se réfère à des méthodes agricoles fondées sur l'application de principes (plutôt que des recettes) tirés de la biologie.

Ces principes sont les suivants (Altieri 1995, 2002) :

- Augmenter le recyclage de la biomasse et l'obtention d'un équilibre dans les flux de nutriments.
- Assurer des conditions de sol favorables, en gardant le sol couvert de paillis ou de cultures de couverture, garantissant un niveau élevé de matières organiques dans le sol et une biologie du sol active.
- Minimiser les pertes de nutriments par le système, grâce à la conception de systèmes relativement fermés plutôt que de systèmes ouverts.

- Promouvoir la biodiversité fonctionnelle du système, y compris une diversité au sein et entre les espèces, au-dessus et sous le sol, et la biodiversité au niveau du paysage.

- Promouvoir l'augmentation des interactions biologiques et des synergies entre les différentes composantes du système qui peuvent fournir des services au système comme la régénération de la fertilité des sols et la lutte anti-parasitaire sans recourir à des intrants externes.

L'accent est mis en permanence sur l'adaptation et l'application de ces principes en fonction des réalités locales¹⁴.

Encadré 4 : L'agroécologie en action

La pratique de l'agriculture biologique se retrouve aujourd'hui en ville, telle que l'illustre l'exemple développé ci-dessous dans la région de Johor, à Medan, au nord de Sumatra. Sur une superficie de 280 mètres carré, une femme et son mari, sur leurs terres, ont réussi à fournir des légumes frais et sains pour 500 familles de la région.

Darno, le mari, a commencé à cultiver il y a trois ans pour satisfaire les besoins du ménage en légumes.

« A cette époque, je n'avais aucune terre et n'avais pas l'intention de faire de l'agriculture. Dieu merci, il y avait une parcelle de terrain abandonnée près de notre maison. Après avoir demandé la permission au propriétaire, il m'a permis de gérer leur propriété sans aucun frais » déclare Darno, assis dans son petit abri.

Avec son épouse, Darno a commencé à cultiver la terre abandonnée. Ils ont réussi à faire de cette parcelle abandonnée une terre agricole productive avec une variété de légumes comme des épinards, des concombres, des haricots verts, des tomates, des poivrons et des papayes.

« Au départ, nous voulions seulement produire des légumes pour la maison, mais maintenant cela nous apporte un revenu pour acheter des articles ménagers divers, et nous sommes également assistés par deux de nos enfants », poursuit Mary, sa femme.

Darno explique qu'il gère la terre en utilisant la méthode de l'agriculture biologique qu'il a apprise du Syndicat Paysan Indonésien (SPI).

« Après quelques échanges avec les cadres de SPI, ils nous ont vraiment aidé à appliquer des méthodes d'agriculture soutenable pour cultiver au jour le jour », nous dit Darno.

En ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles, Darno nous fait savoir qu'il n'a pas recours à des techniques spécifiques.

Habituellement, les acheteurs viennent directement sur la parcelle. En plus de gens vivant aux alentours, nous avons aussi des adhérents hors de la ville. S'ils veulent venir ici, ils téléphonent à l'avance, explique-t-il.

SOURCE: Syndicat paysan indonésien (SPI)

14. Rosset, Peter et al, The Journal of Peasant Studies, Vol. 38, No. 1, January 2011, 161-191

Le recours à l'agroécologie est soutenu fortement par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, dans son récent rapport, « Agroécologie et droit à l'alimentation » présenté au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Dans ce document, il écrit : « Pour nourrir 9 milliards d'habitants en 2050, nous avons un besoin urgent d'adopter les techniques agricoles les plus efficaces disponibles. Aujourd'hui les preuves scientifiques démontrent que les méthodes agroécologiques sont plus performantes que l'utilisation d'engrais chimiques pour stimuler la production alimentaire là où les personnes souffrent de la faim - en particulier dans des environnements défavorables¹⁵. »

De Schutter poursuit son propos : « Une grande partie de la communauté scientifique reconnaît désormais les effets positifs de l'agroécologie sur la production de nourriture, la lutte contre la pauvreté et l'atténuation du changement climatique – et c'est ce dont nous avons besoin dans un monde aux ressources limitées ». En outre, il « prie instamment les États de soutenir les organisations de petits agriculteurs, qui ont démontré une grande capacité à diffuser les meilleures pratiques agroécologiques parmi leurs membres »¹⁶.

Il y a donc un soutien croissant pour le développement de l'agroécologie, et les gouvernements devraient y prêter davantage attention s'ils veulent lutter contre la faim dans le

monde, l'augmentation de la pauvreté et l'aggravation du changement climatique. L'agroécologie est une solution claire et simple, proposée par le peuple et mise en œuvre dans de nombreux endroits à travers le monde. La science a déjà démontré qu'elle est non seulement une alternative viable, mais une solution nécessaire pour lutter contre la faim, la pauvreté et le changement climatique.

Ces exemples de systèmes alternatifs d'agriculture centrés sur les principes de la souveraineté alimentaire montrent qu'il est effectivement possible d'avoir des alternatives au système actuel dominant basé sur l'agro-industrie géante transnationale. Les membres de la Via Campesina à travers le monde ont fait et continuent de faire pression sur leurs gouvernements pour que le principe de souveraineté alimentaire soit au cœur des politiques publiques. Avec le nombre croissant de personnes souffrant de la faim, il est encore plus urgent de rejoindre d'autres mouvements sociaux et tous ceux qui soutiennent l'appel à la souveraineté alimentaire, pour augmenter la pression sur les gouvernements et les décideurs.

¹⁵. http://www.srfood.org/images/stories/pdf/press_releases/20110308_agroecology-report-pr_en.pdf

¹⁶. *ibid*

III. Il est temps pour l'UE de s'arrêter, regarder et écouter

L'Union européenne, dans le cadre du G20, le directoire qui s'est autoproclamé numéro un pour la coopération internationale, a soutenu le Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (PMASA) et a donné à la Banque mondiale un rôle directeur dans l'opérationnalisation du programme. Or, ce programme, en y regardant de plus près, vise à pousser les petits agriculteurs à dépendre des technologies des semences génétiquement modifiées. Il est également utilisé comme moyen pour assoir encore un peu plus le contrôle des terres par l'agro-industrie au nom d'un investissement foncier accru et d'une plus grande productivité agricole. Le PMASA est censé encourager une plus grande productivité agricole mais les analystes s'accordent à dire que le genre de productivité en question est synonyme d'intensification de l'agro-industrie et légitime l'accaparement des terres. Ce programme permettra de justifier le déplacement des petits agriculteurs par la grosse agro-industrie au nom de l'accroissement de la productivité et de l'efficacité. L'Union européenne ainsi que le reste du G20 doivent prendre conscience que le renforcement des mesures de libre-échange néolibérales ne sauveront pas les peuples et la planète mais bien au contraire les mettront encore davantage en danger. D'autre part, ces 20 pays n'ont ni la légitimité ni le mandat pour prendre une quelconque décision au nom du reste des 172 pays qui ne sont pas invités à leurs sommets exclusifs.

En outre, malgré la crise et les signaux montrant les grosses défaillances intrinsèques au modèle de libre-échange, l'Union européenne fait pression pour la conclusion d'un nouvel accord de partenariat économique (CEPA) avec l'Indonésie qui, en cas de succès, devrait conduire à d'autres accords de partenariat économique avec les pays membres de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est).

Les peuples d'Indonésie et du reste de l'Asie ont suffisamment souffert de ces politiques néolibérales, et cela depuis le début des plans d'ajustement structurel dans les années 80. Quand on voit la longue et douloureuse histoire de l'Asie, cet accord et son ambition dans les domaines des services et des investissements ne présentent rien de bon pour le peuple d'Indonésie.

L'Union européenne, si elle était vraiment sincère dans son désir de formuler et de mettre en œuvre des politiques commerciales et d'investissement qui soient soutenables économiquement, socialement et écologiquement, ferait bien de s'arrêter, regarder et écouter. L'adhésion actuelle au système néolibéral de libre-échange nous mène tout droit vers un renforcement de la crise, la faim et la pauvreté. L'Union européenne ferait bien d'écouter les peuples et leurs propositions alternatives pour un commerce basé sur la solidarité et non la concurrence, pour un système agricole défini par le peuple et non par le marché et les entreprises transnationales comme c'est le cas dans les accords de libre-échange proposés par l'Union européenne, dont l'accord CEPA.

Recommandations

Le système dominant, son agro-industrie transnationale et ses accords de libre-échange doivent être remplacés pour mettre en place les principes de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie. Voici quelques recommandations pour encourager la mise en place d'un nouveau système axé sur les principes de souveraineté alimentaire et de l'agroécologie :

L'Union européenne devrait mettre un terme à ses politiques destructrices de l'agriculture et prendre en compte les revendications, de plus en plus fortes, des mouvements sociaux en faveur de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.

L'Union européenne devrait mettre un terme aux négociations pour un accord de partenariat économique (CEPA) avec l'Indonésie, ainsi que les autres accords de libre-échange actuellement négociés qui risquent d'aggraver la destruction des capacités de production et des moyens de subsistance des petits agriculteurs en Asie.

Le commerce que nous envisageons pour la région, basé sur la solidarité et la complémentarité, aura comme principe fondamental la souveraineté alimentaire. Comme décrit précédemment, la souveraineté alimentaire ne s'oppose pas aux échanges, mais à la priorité donnée aux exportations : elle garantit la sécurité alimentaire pour le peuple, tout en commerçant avec d'autres régions sur des produits spécifiques, ce qui fait la diversité de notre planète. Sous la responsabilité des Nations Unies (ONU) ce commerce doit bénéficier d'un nouveau cadre, qui :

- Donne la priorité à la production locale et régionale par rapport à l'exportation,
- Permet aux pays / regroupements de pays de se protéger contre les importations à trop bas prix,
- Autorise les aides publiques aux agriculteurs, à condition qu'elles ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix,
- Garantit la stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de gestion de l'offre.

Par ailleurs, il faut protéger l'espace politique des pays en développement afin que ceux-ci puissent déterminer leur propre voie de développement et ne pas subir les diktats des accords de libre-échange et des politiques néolibérales de l'Union européenne. Le monde n'a pas besoin de la conclusion du Cycle de Doha ni de l'expansion de l'OMC, et l'Union européenne devrait renoncer à ses efforts pour la faire revivre.

C'est d'un nouveau type de système commercial, économique et financier dont nous avons besoin. Un système qui repose sur la complémentarité, la solidarité et la coopération. Un système qui respecte et donne la priorité aux droits des peuples et de la nature et qui se développe de manière soutenable.

Dans le contexte actuel de crises multiples et le nombre croissant de personnes qui souffrent, il n'y a pas de temps à perdre. S'il y a une chose que les crises ont prouvé, c'est qu'un autre monde est non seulement possible, mais nécessaire.

REFERENCES

- Bello, W. (2011), 'Seven billion... and rising', Inquirer Opinion [Online], 3rd Nov, Disponible sur <http://opinion.inquirer.net/16433/seven-billion%E2%80%A6and-rising> [15 April 2012]
- Bello, W. (1999), 'Should developing countries push to decommission the IMF?', International Forum on Globalisation [Online], 6th Dec. Disponible sur : <http://www.ifg.org/analysis/imf/waldenimf.htm> [15 April 2012]
- De Schutter, O. (2011), 'Eco-Farming can double food production in 10 years, says new UN report', United Nations Human Rights Display News [Online], 8th March. Disponible sur : <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=10819&LangID=E> [16 April 2012]
- De Schutter, O. (2010), 'Agro-ecology and the Right to Food', United Nations General Assembly, A/HRC/16/49. Disponible sur http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_en.pdf [16 April 2012]
- Food and Agricultural Organisation of the United Nations (FAO), (2008), 'The State of Food Insecurity in the World 2008', Rome : Food and Agriculture Organisation. [Online] Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/011/i0291e/i0291e00.htm> [15 April 2012]
- Food and Agricultural Organisation of the United Nations (FAO), (2010), 'The State of Food Insecurity in the World: Addressing food security in protracted crisis', Rome: FAO/ World Food Programme.
- Food and Agricultural Organisation of the United Nations (FAO), (2012), 'World Food Situation : FAO World Food Price Index' [Online], disponible sur : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/foodpricesindex/en/> [15 April 2012]
- Indonesian Peasant Union (SPI) (2012), 'Urban Agriculture for Food Sovereignty' [Online], 12 Jan. [16 April 2012]
- Koalisi Anti Utang (KAU), Indonesian Peasant Union (SPI) and Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI), (2011), 'Food price crisis, speculation and the G-20', Briefing paper, Disponible en ligne : http://issuu.com/putuhenayusuf/docs/briefing_paper_eng_ver [16 April 2012]
- La Via Campesina (2003), 'What is Food Sovereignty?' [Online], Disponible sur : http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=47:food-sovereignty&catid=21:food-sovereignty-and-trade&Itemid=38
- Malig M L., and Kwa, A. (2003), 'World Trade Organisation protests', Cancun' cited in Ness, I. (2009), International Encyclopedia of Revolution and Protest : 1500 to the Present, pp. 3644-3364. New Jersey : Wiley-Blackwell Publishing.
- Muchhala, B. (Ed) (2007), "Ten years after : Revisiting the Asian Financial Crisis", Washington : Woodrow Wilson International Center for Scholars, cited in Smith, D. (2010), The Age of Instability : The Global Financial Crisis and What Comes Next, p.30. London : Profile Books Ltd.
- Nyéleni (2007), 'Declaration of the Forum for Food Sovereignty', Forum for Food Sovereignty [Online], 23rd - 27th February 2007. Sélingué, Mali. Disponible sur : <http://www.nyeleni.org/spip.php?article290> [16 April 2012]
- Rosset, P.M., Machi ñn Sosa, B., Roque Jaime, A.M., and Lozano, D.R. (2011), 'The Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba : social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty', The Journal of Peasant Studies, 38 (1) : 161-191.
- Vander Stichele, M., Kerckhoffs, T. and Van Os, R. (2010), 'Financing Food : Financialisation and Financial Actors in Agriculture Commodity Markets', SOMO Briefing Paper. Disponible en ligne sur <http://ssrn.com/abstract=1597138>
- Ya'kub, A. (2011), "Menyelamatkan Pertanian dan Manjamin Kedaulatan Pangan", Jakarta, 24 February 2011 and published in <http://www.spi.or.id/> and in <http://indoprogress.com/> in January 2011.

Cette publication fait partie du rapport « *Au lieu d'exporter la crise, importons les alternatives! Quand les peuples du Sud redéfinissent les politiques commerciales* », publié par AITEC (France), Comhlámh (Irlande), et WEED (Allemagne) dans le cadre d'un projet commun.

© AITEC 2012

Édité par: Fanny SIMON, Gildas JOSSEC et Lala-Hakuma DADCI, avec les contributions de Comhlámh et WEED.

Tous nos remerciements aux auteurs qui ont contribué à ce rapport: Joseph Mbinji, Henry Saragih et Mary Lou Malig, Mary Ann Manahan, Buenaventura Dargentès et Cheryl Batistel, Chandra Bhushnan et Sugandh Juneja, Claude Kabemba, Carlos Aguilar, Enrique Daza, et Timothy Kondo.

Nous remercions également nos partenaires pour leur contribution à ce projet: Ruth Doggett, Lisa Wilson, Alfred M'Sichili, Fleachta Phelan, Viola Dannenmaier, Christine Pohl, David Hachfeld, Amy Stones, Rebecca Varghese Buchholz et Jayde Bradley; ainsi que les personnes ayant partagé leurs conseils pour l'élaboration de ce rapport: David Cronin, Pia Eberhardt, Aileen Kwa, Charly Poppe, Sanya Reid-Smith and Elisabeth Tuerk.

L'intégralité de ce rapport est disponible sur internet à partir des sites des différents partenaires et sur: <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1280>

AITEC

21 ter rue Voltaire
75011 Paris
<http://aitec.reseau-ipam.org/>
Tel.: 01.43.71.22.22



Comhlámh

2nd Floor
Ballast House
Dublin 2
www.comhlamh.org



WEED

Eldenaer Str. 60
10247 Berlin
<http://www.weed-online.org/>



Cette contribution fait partie d'un projet commun mené par AITEC (France), Traidcraft Exchange (Angleterre), Comhlámh (Irlande), Oxfam-Germany et WEED (Allemagne).



Les opinions et points de vue exprimés au sein de ces contributions sont de la seule responsabilité de leur(s) auteur(es) et ne peuvent en aucun cas être imputés à l'une des organisations de ce projet.



Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des contributeurs, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les positions de l'Union européenne.